



N° 190-2016

Document mis  
en distribution

Le 25 NOV. 2016

# ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

---

*Enregistré au secrétariat général de l'assemblée le*

**25 NOV. 2016**

## RAPPORT

**SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT CRÉATION D'UN FONDS DE GARANTIE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget  
et de la fonction publique*

*par Madame Virginie BRUANT,*

*Représentante à l'assemblée de la Polynésie française,  
Rapporteuse du projet de loi du pays.*

---

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 9146/PR du 23 novembre 2016, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi du pays portant création d'un fonds de garantie pour le développement économique de la Polynésie française.

En décembre 2015, la Polynésie française, la Banque Publique d'investissement (*Bpifrance*), l'Agence française de développement (*AFD*), la SOGEFOM et la SOFIDEP signaient une convention cadre relative au partenariat portant création du dispositif « *Prêt de Développement Polynésie française* ».

Cette convention a pour objectif la création d'un outil de financement répondant aux besoins spécifiques des entreprises polynésiennes afin de soutenir le développement de leurs priorités stratégiques. En pratique, la BPI propose une offre de prêt destinée à la couverture des dépenses de développement dont la nature risquée (*dépenses immatérielles, besoin en fonds de roulement, petit matériel à faible valeur de gage*) est difficilement financée par les établissements financiers classiques sur une longue durée.

Il est précisé que les prêts proposés qui pourront varier entre 1,2 millions F CFP et 6 millions F CFP, d'une durée maximale de 5 ans, ne sont assortis d'aucune garantie, ni sur l'objet financé, ni du chef de l'emprunteur. Ils sont consentis dans le cadre d'un programme global comportant obligatoirement l'intervention d'un financement bancaire ou d'apports en fonds propres, d'un montant au moins équivalent au montant du « *Prêt de Développement Polynésie française* ».

En Polynésie, les prêts seront financés par la Bpifrance Financement, qui a mandaté la Sofidep pour l'instruction des dossiers de demandes de crédit et le suivi de la relation client. Pour rappel, la convention cadre prévoit que les garanties associées au « *Prêt Développement Polynésie française* » soient apportées à hauteur de 40 % par la SOGEFOM, 40 % par la Polynésie française et 20 % par la Bpifrance.

Afin de permettre la distribution du « *Prêt de Développement Polynésie française* », il est proposé de mettre en place une loi du pays spécifique, permettant à la Polynésie française de créer un fonds de garantie pour le développement économique de la Polynésie française et dont la gestion des ressources pourra être confiée à un établissement de crédit agréé ou une société de financement agréée.

Le conseil des ministres fixera donc le montant de la subvention accordée et validera les termes de la convention qui sera conclue entre la Polynésie et l'établissement de crédit agréé ou la société de financement agréée, afin notamment d'encadrer les modalités de versement de la subvention précitée et les dispositions liées à la gestion du fonds de garantie.

Afin de veiller à la bonne utilisation des ressources du fonds de garantie, il est prévu de créer un comité local de suivi et d'évaluation.

\* \* \* \* \*

Tel est l'objet du projet de loi du pays ci-joint que le rapporteur propose à ses collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'adopter.

LA RAPPORTEURE

Virginie BRUANT



---

## ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOI ORGANIQUE N° 2004-192 DU 27 FÉVRIER 2004

SESSION BUDGÉTAIRE

---

### LOI DU PAYS

(NOR : DAE1600607LP)

portant création d'un fonds de garantie pour le développement économique  
de la Polynésie française

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

---

*Travaux préparatoires :*

- Avis n° 66/CESC du 3 novembre 2016 du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;
  - Arrêté n° 1914 CM du 23 novembre 2016 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
  - Examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 25 novembre 2016 ;
  - Rapport n° 190-2016 du 25 novembre 2016 de M<sup>me</sup> Virginie BRUANT, rapporteure du projet de loi du pays ;
  - Adoption en date du 8 décembre 2016 ;
-

**Article LP 1.-** Il est créé un fonds de garantie pour le développement économique de la Polynésie française.

**Article LP 2.-** Le fonds de garantie pour le développement économique de la Polynésie française est alimenté par le budget général de la Polynésie française.

Il peut également être financé par toutes contributions, aides, subventions, dons et legs de toute personne physique et morale et de tout organisme ou établissement public ou privé, ainsi que toutes ressources exceptionnelles.

**Article LP 3.-** Le fonds intervient sous forme de garanties d'emprunts susceptibles d'être accordées à toute personne physique ou morale TPE ou PME porteuse d'un projet de développement économique en Polynésie française.

**Article LP 4.-** Les personnes physiques ou morales TPE ou PME éligibles doivent respecter les critères cumulatifs suivants :

- être créées depuis plus de trois (3) ans en Polynésie française ;
- être inscrites au registre du commerce et/ou des sociétés et disposer d'un numéro Tahiti ;
- avoir publié deux bilans significatifs d'une durée de douze (12) mois chacun ;
- présenter un niveau de fonds propres et de quasi fonds propres égal ou supérieur au montant du prêt ;
- disposer d'un accord de financement bancaire ou sous forme de dette ou d'apport en fonds propres en cours de validité et datant de moins de six (6) mois.

**Article LP 5.-** Ne peuvent bénéficier des dispositions de la présente loi du pays les personnes physiques ou morales TPE ou PME :

- sollicitant le dispositif dans le cadre d'opérations de création, restructuration financière, transmission d'entreprises ou de remboursement par anticipation pour d'autres concours ;
- dont le nombre de salariés et le chiffre d'affaires excèdent certains seuils définis par arrêté en conseil des ministres ;
- dont une partie du capital est détenue par le Pays ;
- en difficultés telles que figurant au livre VI « des difficultés des entreprises » du code du commerce, déclarées en état de cessation de paiement et, *a fortiori*, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire.

**Article LP 6.-** L'assiette du prêt, pouvant bénéficier de la garantie, est constituée notamment :

- des investissements immatériels :
  - des coûts de mise aux normes, dépenses liées au respect de l'environnement, sécurité, formation des équipes de production, coûts de déménagement ;
  - des coûts de constitution ou de rénovation d'un parc de magasin, acquisition de droit au bail, recrutement et formation de l'équipe commerciale, frais de prospection, dépenses de publicité ;
- des investissements corporels ayant une faible valeur de gage :
  - des travaux d'aménagement, travaux réalisés sur des immeubles dont la propriété est démembrée, baux à construction, concession, usines relais ;
  - du matériel conçu/réalisé par l'entreprise pour ses besoins propres, moules, matériel informatique ;
- de l'augmentation du besoin en fonds de roulement générée par le projet de développement.

**Article LP 7.-** Le montant du prêt, pouvant bénéficier de la garantie, est fixé par arrêté pris en conseil des ministres.

Ce prêt est, par ailleurs, plafonné au montant des fonds propres ou quasi fonds propres de l'entreprise y compris les apports.

**Article LP 8.-** L'emprunt ne peut être garanti au-delà de 40 % de son montant par la Polynésie française.

**Article LP 9.-** Le comité local de suivi et d'évaluation veille à la bonne utilisation du fonds de garantie.

Le comité local de suivi et d'évaluation a pour attribution :

- d'améliorer la coordination du dispositif de financement et de son accompagnement ;
- d'identifier les besoins prévisionnels de financement du fonds ;
- de déterminer le montant total des encours susceptibles d'être garantis ;
- d'examiner et d'approuver la situation financière, la situation des engagements et le potentiel disponible du fonds.

La composition et les modalités d'organisation et de fonctionnement du comité de suivi et d'évaluation sont fixées par un arrêté pris en conseil des ministres.

**Article LP 10.-** La gestion des ressources apportées par le fonds de garantie pour le développement économique de la Polynésie française peut être confiée à un établissement de crédit agréé ou une société de financement agréée.

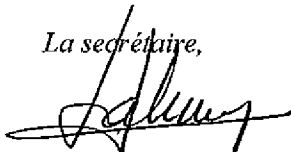
Une convention de gestion de fonds, à intervenir entre la Polynésie française et l'établissement de crédit agréé ou la société de financement agréée, définit le dépôt de la dotation, les règles de fonctionnement du fonds de garantie, les règles de gestion appliquées au mandataire, les modalités comptables et financières, la rémunération du mandataire et la responsabilité du mandataire.

Un compte rendu des activités du fonds de garantie est établi trimestriellement par le mandataire et présenté en réunion au comité local de suivi et d'évaluation.

Cette convention est approuvée en conseil des ministres.

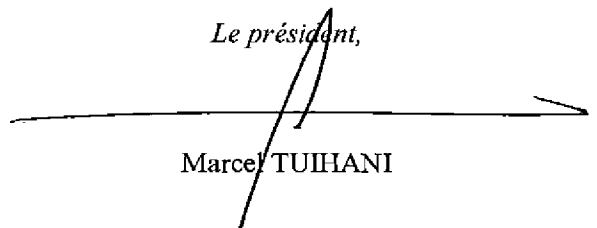
Délibéré en séance publique, à Papeete, le 8 décembre 2016

*La secrétaire,*



Loïs SALMON-AMARU

*Le président,*



Marcel TUIHANI